Für die Mitglieder unentgeltlich.
Abonnementspreis 6 Fr. jährlich.
Fr. 6. 50 franco durch die ganze
Schweiz. Bestellung bei allen Buch-
handlungen und den schweizerischen
Postbureaux.

Zeitschrift

Gratis pour les membres de la Société.
Prix d'abonnement 6 Fr. par an.
Fr. 6. 50 franco pour toute la Suisse.
On peut s'abonner chez tous les lib-
raires et aux bureaux de poste
suisses.

für

Schweizerische Statistik.

JOURNAL DE STATISTIQUE SUISSE.

Herausgegeben von der schweiz. statistischen Gesellschaft unter Mitwirkung des eidg. statistischen Bureau's.
Publié par la Société suisse de statistique avec le concours du Bureau fédéral de statistique.

Bern.

Nro. 10—12.

Okt.—Dez. 1869.

Statistique de la population de la Confédération suisse et des différents Cantons, par le Dr. W. Gisi.¹⁾

L'ouvrage que nous annonçons un peu tardivement est éminemment suisse puisqu'il traite toutes les questions qui se rapportent à la population de notre patrie. En effet, le sous-archiviste de la Confédération a réuni dans une brochure de 164 pages un grand nombre de faits qui étaient épars dans diverses publications et il a composé de ces *disjecta membra* un ouvrage destiné à faire connaître les lois générales qui régissent la marche de la population dans les différents Cantons de la Suisse.

Le Dr Gisi a donné dans onze chapitres des notions relatives : 1° aux recensements ; 2° à la population relative et absolue ; 3° au nombre des maisons et de leurs habitants ; 4° au nombre des familles et à l'état civil ; 5° à la proportion des deux sexes dans la population ; 6° à l'âge des habitants ; 7° à leur nombre croissant ou décroissant ; 8° aux mariages, en ce qui regarde leur nombre absolu et relatif, leur durée et le nombre moyen des enfants ; 9° au nombre des naissances et des morts ; 10° aux naissances illégitimes, et 11° enfin un tableau de la vie probable en Suisse.

Ne pouvant suivre l'auteur dans toutes les parties de ce grand travail statistique, nous nous contenterons de quelques remarques sur les conséquences sociales et politiques qui découlent des recherches du Dr Gisi.

§ I. Des recensements.

D'après la constitution fédérale l'on doit procéder à un recensement général tous les dix ans. Ceux de 1850 et de 1860 ont laissé beaucoup à désirer en promptitude et en exactitude. Or, comme le recensement de 1870 est

imminent, il importe de s'occuper sans tarder des perfectionnements désirables. Notre auteur en signale quelques-uns que nous présentons aux autorités compétentes comme ils l'ont déjà été au Congrès de statistique d'Aarau par le Dr Stœssel.

Les questions relatives à l'habitation et à l'état civil des inquilins n'ont point été posées assez clairement et l'on devrait adopter un formulaire plus complet en s'appuyant sur l'expérience des autres Etats dans l'importante question des recensements.

En outre, l'exactitude des résultats serait plus complète si l'on concentrait l'opération sur un seul jour.

Les questions d'âge, de langue et d'origine devraient être spécifiées d'une manière plus précise. Enfin les vérifications devraient être faites avec un contrôle plus complet et plus positif.

Les recensements belges de 1856 et français de 1851 pourraient être consultés avec fruit pour cet objet, comme aussi le formulaire adopté dans le premier Congrès statistique de Bruxelles.

Les publications relatives aux recensements devraient être faites en trois parties, en prenant pour modèles les trois publications relatives au Canton de Berne en 1862, 1863 et 1866, comprenant les notions générales, la patrie et les rapports d'habitation ainsi que le sexe et l'état de la famille. Enfin dans les nominations au Conseil national, la proportion de un député sur vingt mille habitants avec les fractions de dix mille pourrait être établie sur une meilleure base.

§ II. Densité de la population.

La densité de la population en Suisse ne peut être estimée de la même manière que pour les autres Etats

¹⁾ Die Bevölkerungsstatistik der Schweizerischen Eidgenossenschaft und ihrer Kantone, 8°. Aarau 1868, Druck und Verlag von H. R. Sauerländer.

européens, puisque notre sol est en grande partie inhabitable à cause de ses hautes chaînes de montagnes, de ses glaciers et de ses lacs. Avec cette restriction, nous voyons que proportionnellement à son étendue le Canton de Bâle-Ville est celui qui contient le plus grand nombre d'habitants, c'est-à-dire plus de soixante mille sur un mille carré, tandis que Genève en compte seulement seize mille; les trois villes de Francfort, de Hambourg et de Brême ont une population plus dense que Genève ou Bâle. Mais, comme on le voit, ces cinq Etats sont plutôt des populations urbaines avec une faible adjonction de campagnards. Après Genève vient Appenzell ou Rhodes-Extérieures qui comptent dix mille habitants sur le même espace de terrain. Mais l'on peut dire que ce Canton est formé par un grand village qui s'étend sur toute sa surface.

A l'autre extrémité de l'échelle nous trouvons les Etats de l'Amérique du Nord, de la Norvège, de la Suède et de la Russie européenne, qui comptent de deux à six cents habitants par mille carré, et les trois Cantons du Valais, d'Uri et des Grisons qui en ont de sept à neuf cents.

Ainsi donc, les diverses parties de la Suisse se trouvent aux deux extrêmes de l'échelle basée sur la densité de la population et cela se comprend si l'on a égard, d'un côté, aux villes qui forment à elles seules de petits Etats séparés et aux Cantons qui sont en grande partie formés par des montagnes inhabitées et inhabitables.

Pris dans son ensemble, le territoire de la Confédération compte soixante habitants par kilomètre carré.

Cette population se divise en 900,828 citadins répartis en 228 villes et 160,948 campagnards répartis en 2,843 villages. Parmi les villes, 4 ont plus 20,000 habitants, 6 de 10 à 20,000, 25 de 5 à 10,000, 12 de 4 à 5,000, 38 de 3 à 4,000 et 143 de 2 à 3,000.

Parmi les villages, on en compte 476 qui ont de 1 à 2,000 habitants, 734 de 500 à 1,000 et le reste au-dessous de 1,000.

Combien nous sommes loin de ces énormes agglomérations qui caractérisent les grandes capitales, dont l'une en particulier dépasse de plus d'un million la population entière de la Suisse. Nous n'avons pas même de ville comptant cent mille habitants et il est bien à désirer que nous conservions cette supériorité sur d'autres Etats dont la population s'accumule dans les villes au grand détriment de l'agriculture et de la moralité publique.

Ceci nous conduit à parler du nombre moyen des maisons qui s'élève à quatorze par cent habitants et occupe ainsi l'un des derniers rangs parmi les Etats européens qui, sauf l'Autriche et le Hanovre, ont tous plus de maisons par mille carré que la Suisse et comptant un moins grand nombre d'habitants par maison.

Les 2,510,494 habitants de la Suisse occupent 347,327 maisons, ce qui fait 462 habitations par mille carré et

sept personnes par maison; celles-ci contenant environ six chambres habitables (5.80).

Les extrêmes de ces chiffres sont: d'un côté, Bâle-Ville, Appenzell Rhodes-Extérieures et Genève, qui comptent 4,369, 1,491 et 1,322 maisons par mille carré, et d'autre part Uri, les Grisons et Valais, qui n'ont que 114, 129 et 147 maisons par mille carré.

En ce qui regarde le Canton de Genève, ses 82,876 habitants occupent 6,808 maisons qui ont 59,149 chambres, ce qui correspond pour chaque maison à douze habitants répartis dans environ neuf locaux habitables (8.69). D'où l'on voit que le système des maisons étendues est assez généralement suivi dans notre pays; contrairement à ce qui se pratique dans plusieurs Cantons, comme par exemple les Rhodes-Intérieures, qui comptent à peine sept (6.80) habitants par maison, chacune d'elles contenant seulement six chambres. Les Grisons, Thurgovie et Argovie, qui sont encore plus favorisés à cet égard, puisqu'ils n'ont dans chaque maison que cinq habitants répartis dans cinq ou six chambres.

§ III. Composition de la population.

Le nombre des célibataires varie beaucoup de Canton à Canton; tandis que sur mille habitants ayant dépassé cinquante ans, on ne trouve que 79, 83 et 84 célibataires dans les Cantons de Bâle-Ville, Zurich et Schaffhouse. Ce nombre atteint 181, 182 et 164 dans les Cantons du Haut et du Bas-Unterwald, ainsi qu'à Lucerne. Cette différence peut être en partie expliquée par le célibat ecclésiastique. Pour l'ensemble de la Suisse, les célibataires ayant dépassé cinquante ans sont au nombre de 121 sur mille. Le Canton de Genève occupe une position moyenne dans cette échelle, puisqu'il compte 104 célibataires sur mille cinquantenaires, ou en d'autres termes puisque un dixième seulement de ceux-ci sont restés célibataires, tandis que les neuf dixièmes ont contracté un ou plusieurs mariages.

La proportion des veufs et des veuves présente aussi de grandes différences en Suisse. Pour l'ensemble de la Confédération, l'on compte sur dix mille adultes 715 veufs et 1,250 veuves, soit 989 veufs ou veuves. Le Canton qui en compte le plus grand nombre est celui des Grisons, où il y a 395 veufs pour 1,474 veuves et 1,226 veufs ou veuves. Après les Grisons viennent le Tessin et Vaud pour le plus grand nombre de veufs et de veuves; il s'élève à 1,130 et 1,112. Tandis qu'à l'autre extrémité de l'échelle se trouvent Zoug avec 804 et Lucerne avec ses 820 veufs et veuves. Genève occupe une position intermédiaire puisqu'il a 561 veufs et 1,306 veuves, 943 veufs ou veuves sur dix mille adultes, soit environ *un* veuf sur *dix-huit* hommes adultes et *une* veuve sur *seize* femmes adultes, ou pour les deux sexes *un* sur *onze* adultes.

L'on sait que la proportion des naissances masculines l'emporte partout sur les féminines et dans des proportions diverses en différents pays, et suivant que la naissance est légitime ou illégitime. Il naît en Suisse 106 garçons et seulement 100 filles; ces proportions sont celles des enfants légitimes, tandis que chez les enfants illégitimes il naît seulement 102 garçons et 100 filles.

Les Cantons qui offrent les plus grandes différences entre les sexes sont ceux du Bas-Unterwald où la proportion des garçons est de 109, d'Appenzell Rhodes-Extérieures où l'on en compte 108; à Soleure, Vaud et Genève le nombre des naissances masculines comparées aux féminines est de 107 à 100. Ces chiffres, qui s'appliquent à l'ensemble des naissances, présentent des différences assez notables pour ce qui regarde les enfants illégitimes; en effet, Appenzell Rhodes-Intérieures ne compte que 88 garçons pour 100 filles, Zurich 98, Glaris 97 et Schaffhouse 99. Tandis que pour les autres Cantons la proportion des garçons illégitimes l'emporte sur celui des filles et atteint dans le Bas-Unterwald l'énorme disproportion de 122 (121.84) garçons pour 100 filles, à Bâle-Campagne 111 et à Lucerne 108 (107.93). Quelle est la cause de ces variations? C'est ce qu'il est très-difficile de dire avec quelque exactitude, surtout en comparant la Suisse avec d'autres pays où les naissances masculines l'emportent constamment sur les féminines aussi bien pour les légitimes que pour les illégitimes.

L'on devrait s'attendre à voir prédominer le sexe masculin dans l'ensemble de la population puisqu'il naît plus de garçons que de filles, mais l'équilibre est rétabli et même dépassé dans l'enfance par une plus grande mortalité masculine, et à l'âge adulte par une plus grande émigration. Aussi, dans l'ensemble de la population suisse le sexe féminin l'emporte-t-il dans la proportion de 1,032 pour 1,000 habitants appartenant au sexe masculin.

Les Cantons où la prédominance féminine est la plus prononcée sont les suivants: 1° le Tessin, où l'émigration enlève un grand nombre d'hommes, ensorte que l'on y compte 1,269 femmes pour 1,000 hommes; 2° les Grisons qui présentent le même phénomène et comptent 1,111 femmes; 3° Schaffhouse et les Rhodes-Intérieures où le nombre proportionnel des femmes est 1,083.

A l'autre extrémité de l'échelle nous trouvons quatre Cantons où le sexe masculin prédomine: Vaud où l'on ne compte que 956 femmes pour 1,000 hommes; Zoug où la proportion est de 982; les Rhodes-Extérieures où l'on en compte 987 et enfin Berne où la proportion des deux sexes est à peu près égale, 999 hommes et 1,000 femmes. Genève occupe une position intermédiaire avec prédominance féminine (1,043), un peu plus forte que pour l'ensemble de la Confédération.

L'âge des habitants de la Suisse fournit à notre auteur un grand nombre de remarques intéressantes; ne pouvant les passer toutes en revue, nous nous bornerons

à quelques-unes de celles qui nous ont paru les plus importantes.

En premier lieu, l'âge moyen des habitants d'un pays est l'un des éléments économiques les plus utiles à connaître. En effet, si l'on divise les années suivant qu'elles sont improductives, comme par exemple depuis la naissance jusqu'à douze ans, ou productives comme depuis douze à soixante et dix ans, l'on verra que plus le pays compte d'habitants parvenus à l'âge productif, plus grande aussi sera la production et par conséquent la richesse du pays.

Faisons maintenant l'application de ce principe. La vie moyenne des habitants de la France est de 31 ans, ce qui donne 19 années productives et 12 improductives. Si nous comparons la France avec le Canada, nous trouvons que la vie moyenne y étant entre 21 et 22 ans, les années productives sont réduites à neuf ou dix, les douze premières années restant toujours improductives. D'où l'on voit que la France a sept ou huit années productives de plus que le Canada.

Après la France vient la Belgique comme la plus favorisée sous le rapport de l'âge moyen de ses habitants qui dépasse 28 ans (28.63); puis la Suisse avec ses 28 ans (28.53); les Etats romains sont à peu près au même niveau probablement à cause du grand nombre de célibataires. Ensuite viennent le Danemark, la Hollande, le Schleswig, la Suède, la Norvège et le royaume d'Italie, dont l'âge moyen est de 27 ans. La Grande-Bretagne et le Holstein avec ses 26 ans, l'Irlande 25 ans, les Etats-Unis 25 ans et le Canada 21 ans.

Si nous étudions les divers Cantons à ce point de vue, nous voyons Genève occuper le premier rang quant à l'âge moyen de ses habitants, qui dépasse 30 ans; ensuite viennent le Haut-Unterwald, Thurgovie, Vaud, les Grisons et Lucerne; puis à l'autre extrémité de l'échelle nous trouvons Neuchâtel où l'âge moyen n'atteint pas 27 ans, Berne, Bâle-Ville, Glaris et Schwyz où il est de 27 ans et quelques mois.

Si maintenant nous calculons avec le Dr Gisi que les douze années improductives comptent en moyenne 150 francs par enfant et par an, nous arriverons au chiffre de *cinq millions de francs* que les quinze années productives doivent payer pour l'éducation de la jeunesse, dette qu'elles transmettront à la génération suivante pour qu'elle la paie à son tour en élevant la jeunesse pendant ses douze ou quinze années improductives.

L'on comprend dès lors quelle importance il y a pour la richesse d'un pays de compter un plus grand nombre d'années productives, ce qui diminue d'autant le capital employé à l'éducation de la jeune génération.

Nous pouvons apprécier aussi cet élément statistique en comptant le nombre d'adultes âgés de 16 à 70 ans sur une population de dix mille âmes. Or, ce chiffre s'élève jusqu'à 7,455 pour Bâle-Ville et à 7,314 pour

Genève, qui sont presque en entier composés de populations urbaines, tandis qu'il descend jusqu'à 6,251 au Tessin et à 6,310 à Bâle-Campagne. Les Cantons agricoles de Vaud, de Soleure et de Thurgovie occupent une position intermédiaire qui se rapproche beaucoup de la moyenne générale en Suisse, c'est-à-dire de 6,604 adultes sur 10,000 habitants.

Comparée à d'autres pays, notre patrie suisse occupe le second rang quant à la prédominance de la population productive; la France est le seul pays où le nombre des adultes l'emporte sur celui de la Suisse, où il est de 6,760, tandis qu'il atteint 6,900 pour la France.

§ IV. Accroissement de la population.

La prospérité d'un peuple est intimement liée à sa marche croissante ou décroissante et à la rapidité ou la lenteur avec lesquelles surviennent ces changements. Les économistes qui ont voulu se rendre compte de ces modifications ont recherché combien il fallait d'années pour que la population fut doublée, en prenant pour base les accroissements constatés dans les recensements successifs. C'est ce que l'on a désigné sous le nom de *période de doublement*.

Voyons comment se comporte la Suisse à cet égard et comparons la avec les autres nations européennes. Si nous prenons l'ensemble des Cantons nous voyons qu'il faudrait 104 ans pour que la population de la Suisse fut doublée en basant nos calculs sur la période comprise entre 1837 et 1850; tandis que d'après la période comprise entre 1850 et 1860, l'accroissement serait moins rapide et demanderait 152 ans, et si l'on compare les accroissements successifs de 1837 à 1860 l'on arriverait au chiffre de 117 ans pour amener le doublement de la population. Comme on le voit, l'accroissement de la population a été plus rapide pour la première période que pour la seconde. Ce qui dénote un temps d'arrêt dans les circonstances économiques; cela tient-il à la cherté des subsistances qui, comme on le sait, est toujours liée à une diminution dans le nombre des mariages et des naissances? Toujours est-il que la population suisse n'a pas suivi une marche aussi prompte dans la dernière période décennale que pendant les années qui ont précédé.

Etudions maintenant l'accroissement de la population dans les différents Cantons et commençons par ceux où il a été le plus prompt. Ce sont deux populations presque complètement urbaines qui nous présentent ce phénomène. Bâle-Ville et Genève. Le doublement s'opérerait en 33 années pour le premier de ces Cantons et en 48 ans pour le second.

Mais à l'égard de Genève la différence entre les deux périodes de 1837 à 1850 et de 1850 à 1860 est très considérable; 105 années étant nécessaires pour que la population soit doublée dans la première époque, tandis qu'il

ne faut plus que 29 années en prenant pour base de nos calculs la période décennale de 1850 à 1860. Aucun Canton n'a pris un pareil accroissement dans un aussi court espace de temps. Les causes en sont faciles à reconnaître dans les circonstances politiques et industrielles qui ont facilité l'abord et le séjour d'un grand nombre d'étrangers, au milieu de nous. Cette grande immigration se compose: en premier lieu, de Français et de Savoyards, qui depuis l'annexion ne forment plus qu'une seule nation; en second lieu de Suisses appartenant aux Cantons de Vaud, Berne, Neuchâtel, Fribourg, Valais et Tessin. Ce dernier Canton entre pour une portion assez notable dans l'accroissement de notre population, soit par des émigrés temporaires, soit aussi par un certain nombre de Tessinois qui se sont définitivement établis au milieu de nous.

A l'autre extrémité de cette échelle d'accroissement, nous trouvons les Cantons presque stationnaires du Tessin dont la période de doublement demanderait 788 années; de Lucerne qui en réclamerait 350; d'Argovie, Thurgovie, les Grisons et le Haut-Unterwald où il en faudrait de 272 à 213 années.

Comparons maintenant l'ensemble de la Suisse et ses 104 années comme période de doublement avec les autres Etats européens.

En ce qui regarde les Iles britanniques, l'on a constaté, pendant la période décennale de 1841 à 1851, un accroissement qui demanderait 272 ans pour que la population fut deux fois plus considérable. Pendant la période suivante de 1851 à 1865 l'accroissement a été deux fois plus rapide puisqu'il amènerait le doublement en 137 années.

Quant à la France, les résultats sont très différents suivant que l'on prend pour base les recensements successifs, en effet de 1836 à 1851 la période de doublement s'étend à 161 ans; tandis que de 1851 à 1861 l'on observe un arrêt considérable dans l'accroissement puis qu'il faudrait 271 ans pour arriver à une population deux fois plus considérable. Mais à dater de 1861 jusqu'à 1864, la période de doublement est réduite à 165 ans, chiffre inférieur aux 137 ans de l'Angleterre et au 117 de la Suisse.

La comparaison de ces trois pays nous montre la France présenter l'accroissement le plus lent, même en prenant la période ultime qui est la plus favorable. Ce résultat est d'autant plus frappant que l'émigration enlève chaque année une portion très notable des populations suisses et anglaises; tandis que la même cause n'agit que très faiblement en ce qui regarde la France.

La période de doublement est très variable dans les autres Etats européens. Elle est très rapide dans certains grands pays, comme l'ancien royaume de Prusse, pour qui l'époque comprise entre 1840 et 1849 demanderait 72 ans; tandis qu'il en faudrait seulement 66, pour

les vingt années de 1849 à 1861. La Saxe voit sa population doublée en 60 ans et même tout dernièrement en 52 ans. La Belgique en 83 et 104 ans. Les Pays-Bas en 95 et 87 ans. La Suède en 74 et 68 ans.

Les Etats à marche stationnaire sont en minorité dans notre Europe, ce sont : la Bavière, le Wurtemberg et quelques autres portions de l'Allemagne qui sont caractérisées par une forte émigration dont une grande fécondité ne vient pas combler les vides ainsi qu'on l'observe pour l'Angleterre. Quant à l'Irlande, l'émigration atteint de telles proportions qu'elle dépasse la fécondité bien connue de ce pays si malheureux à tant d'égards.

L'on pourrait aussi apprécier l'accroissement de la population en prenant l'excédant des naissances sur la mortalité et l'on arriverait ainsi à une autre appréciation mais qui serait plus théorique que pratique; en prenant cette base pour nos calculs, nous voyons que la Suisse verrait sa population doublée en 114 ans; la France en 165 ans; la Belgique en 142 ans; les Pays-Bas en 124 ans; l'Angleterre en 53 ans; l'Ecosse en 51 ans; la Prusse en 51 ans; le Hanovre en 50 ans; la Saxe en 62 ans; l'Italie en 84 ans; l'Espagne en 73 ans, et la Grèce en 86 ans.

En résumé: nous voyons que la Suisse occupe une position intermédiaire entre les grands Etats européens, quant à la marche de sa population; sa période de doublement étant moins rapide que celle de l'Angleterre et plus lente que celle de la plupart des Etats germaniques.

§ V. Du mariage.

Nous venons de voir quel était l'accroissement régulier de la population en Suisse, examinons maintenant quel rôle joue le mariage dans cette question.

D'après les calculs du Dr Gisi l'on compte annuellement *un* mariage sur *cent quarante-un* habitants. Mais ce chiffre moyen varie beaucoup dans les différents Cantons. Parmi ceux où les mariages sont fréquents, l'on trouve, en premier lieu: Glaris où le chiffre annuel est d'un sur 99 habitants; après Glaris, dans un ordre décroissant viennent les Rhôdes-intérieures, Schaffouse, les Rhôdes-extérieures et Zurich, où la proportion oscille entre 115 et 123 habitants pour un mariage annuel.

A l'autre extrémité de l'échelle matrimoniale nous trouvons Bâle-Ville, Lucerne, le Haut-Unterwald et Fribourg où l'on ne compte qu'un mariage sur 229, 221, 183 et 176 habitants.

Genève occupe à cet égard, comme à beaucoup d'autres, une position intermédiaire entre les extrêmes. On y célèbre annuellement un mariage sur 157 habitants.

Si nous comparons la Suisse avec les autres pays nous verrons, d'après les documents réunis par le Dr Gisi, qu'il n'en est que trois où les mariages soient aussi rares que dans la Confédération helvétique. Le Grand-Duché de

Bade où l'on ne compte qu'un mariage annuel pour 166 habitants, l'Ecosse où la proportion est de 1 à 144 et la Belgique où il est de 1 à 135 habitants.

Partout ailleurs, les chiffres matrimoniaux sont plus élevés qu'en Suisse; c'est surtout le cas pour la Saxe (107); la Prusse (113); l'Autriche (118); l'Angleterre (120) et la France (125). Il atteindrait même en Russie la proportion annuelle d'un mariage sur 95 habitants.

Quelles peuvent être les causes de différences aussi grandes dans le nombre des mariages? Elles sont nombreuses et variées et il faudrait écrire un volume si l'on voulait les passer toutes en revue. Aussi ne pouvant énumérer toutes les circonstances qui augmentent ou diminuent le nombre des mariages, nous nous contenterons de quelques remarques sur une question qui touche à tant de faits moraux, politiques et économiques.

S'il est vrai que les temps de disette sont marqués par une diminution dans le nombre des mariages et les temps d'abondance par une augmentation dans un sens inverse; il n'en résulte pourtant pas que la fréquence des mariages soit le résultat nécessaire d'un certain degré de prospérité. L'on sait, en effet, que bien des époux se marient sans avoir un degré d'aisance qui les mette à l'abri de la misère lorsqu'ils devront pourvoir aux besoins d'une famille.

D'autre part, les mesures fiscales qu'emploient certaines communes suisses pour empêcher les unions imprévoyantes tendent à diminuer très notablement le nombre des mariages.

Enfin les traités internationaux contribuent encore à ce résultat en mettant souvent des entraves à la reconnaissance des époux et des enfants lorsque le mariage a été contracté dans un pays étranger.

Comme on peut le penser, ces obstacles aux mariages entraînent des conséquences morales très-fâcheuses, quant aux unions illicites qu'elles favorisent, et aussi, quant à l'augmentation du nombre des enfants illégitimes.

L'on peut voir dans l'ouvrage du Dr. Gisi la longue énumération des circonstances qui empêchent le mariage dans les différents Cantons. Les uns demandent le remboursement des sommes dépensées par la commune pour l'éducation des orphelins, d'autres insistent sur l'habileté professionnelle des époux; d'autres encore exigent la promesse des ascendants d'entretenir les époux au cas où ils tomberaient à la charge de la commune; en outre les conditions morales sont exigées dans plusieurs Cantons tandis qu'ailleurs l'on refuse de marier ceux qui ont quelque défaut physique. En résumé, l'on voit ici l'autorité communale ou cantonale se poser en juge de la capacité matrimoniale et enrayer ainsi l'accroissement de la population.

Combien sont différentes les lois françaises où l'action préventive de l'autorité est complètement nulle et où les oppositions aux mariages ne proviennent que de la volonté

des parents, si les époux sont mineurs. Et cependant, l'un des premiers économistes de France, Mr. Le Goyt, voudrait que les formalités matrimoniales fussent encore diminuées; car il estime que les difficultés placées sur le chemin des époux contribue pour une grande part à la lenteur que nous avons signalée dans l'accroissement de la population française. Sans parler du nombre considérable des unions illicites et par conséquent aussi de la proportion croissante des enfants illégitimes.

Et si les lois françaises sont très-libérales comparées à celles de la plupart des Cantons suisses; combien elles sont restrictives si on les compare avec les lois qui régissent le mariage en Angleterre et aux Etats-Unis où il suffit du consentement mutuel, même entre mineurs, pour qu'une union soit légitimée par la comparution devant un ecclésiastique ou en présence d'un officier civil.

Nous ne voulons pas prendre ces pays pour modèles de législation matrimoniale; mais nous croyons qu'entre cet excès de laisser-aller et les rigueurs de certains Cantons l'on pourrait trouver un juste milieu qui tournerait au bien moral de nos populations en favorisant les unions régulières.

Or que résulte-t-il des entraves mises au mariage par les mesures fiscales et administratives qui existent en Suisse et en Allemagne? C'est que les ressortissants de ces deux pays ne pouvant obtenir leurs papiers pour contracter un mariage légitime, trouvent plus facile de s'en passer et forment ces unions irrégulières qui sont si fréquentes dans nos centres industriels.

Diverses sociétés religieuses se chargent, il est vrai, de corriger ces abus d'autorité en se chargeant gratuitement des démarches pour obtenir le consentement des communes. Mais l'on ne peut pas toujours arriver au résultat que l'on désire en sorte qu'un grand nombre d'unions restent toujours irrégulières avec leur accompagnement ordinaire d'enfants naturels et d'heimathloses. Aussi est-il bien désirable que le concordat relatif aux mariages puisse s'étendre au plus grand nombre possible de Cantons.

Mais revenons à la statistique des mariages après ces quelques remarques qui auront suffi pour faire comprendre l'importance morale et politique de la question que nous venons de signaler à l'intérêt de nos lecteurs.

L'âge des époux est l'une des conditions civiles les plus importantes à étudier. D'après les recherches du Dr. Gisi, plus de la moitié des époux suisses étaient âgés de vingt à trente ans, plus du quart avaient de trente à quarante ans et un sixième seulement avaient dépassé quarante ans. Ces proportions constituent une époque très-tardive pour les mariages contractés en Suisse, si on les compare avec ceux des Iles Britanniques. En effet, au lieu de la moitié, ce sont les sept dixièmes des époux anglais qui se marient entre vingt et trente ans; tandis qu'un septième seulement étaient âgés de trente et quarante

ans à l'époque de leur mariage. D'où il résulte qu'en Angleterre les mariages sont très-hâtifs comparés à ce qui se passe en Suisse.

L'âge des époux dans les Etats Sardes et en Norvège se rapproche beaucoup de l'Angleterre; tandis que les mariages tardifs sont habituels en France, dans les Pays-Bas, et en Belgique comme nous venons de le voir pour la Suisse.

Si l'on entre plus complètement dans l'appréciation des conditions matrimoniales; nous verrons que les différents pays présentent de grandes diversités quant à l'âge des conjoints.

C'est ainsi qu'en Norvège sur vingt mille époux, l'on ne trouve que 73 hommes et 466 femmes au-dessous de vingt ans. En Bavière les proportions sont encore plus faibles puisque l'on n'y compte que 29 hommes et 353 femmes.

Combien est plus grande en Angleterre le nombre des jeunes époux puisqu'on y compte sur 20000 époux 240 hommes et 1220 femmes au-dessous de vingt ans; en France les chiffres sont 245 et 1896; en Belgique 234 et 887. Mais ces proportions sont bien plus considérables dans les Etats Sardes où l'on compte 438 hommes et 2709 femmes qui se marient avant d'avoir atteint leur vingtième année. Il y a sans doute dans ces mariages hâtifs des pays méridionaux et tardifs des pays septentrionaux comme la Norvège une certaine influence du climat; mais cette cause est insuffisante pour expliquer les mariages hâtifs de l'Angleterre et tardifs de la Bavière. Quant à la Suisse, elle se range dans cette dernière catégorie, en ce qui regarde les époux qui n'ont pas atteint leur vingtième année, leur nombre ne dépassant pas 105 hommes et 629 femmes.

Les différents Cantons présentent beaucoup de divergence en ce qui regarde les mariages hâtifs. Glaris occupe le premier rang à cet égard puisqu'on y compte 337 époux et 1746 épouses au-dessous de vingt ans. Pour le Bas-Unterwald ces chiffres sont 283 hommes et 1321 femmes. A l'autre extrémité de l'échelle, nous trouvons Argovie, où les jeunes époux ne dépassent pas 28 hommes et 348 femmes; les Rhôdes extérieures où les chiffres sont 76 et 424; Vaud et Fribourg où l'on compte 98 hommes et 516 ou 536 femmes.

Enfin pour terminer ce qui concerne l'âge des conjoints nous dirons qu'en Suisse, il y a plus de femmes que d'hommes contractant mariage entre vingt et trente ans, tandis que c'est l'inverse pour les mariages plus tardifs, les époux âgés étant plus nombreux que les épouses. Sauf pourtant deux exceptions: Vaud où les époux et les épouses de 40 à 50 ans sont en même nombre et Fribourg où la proportion des femmes de cet âge l'emporte décidément sur celle des hommes, puisque sur dix mille épouses de tout âge, l'on compte 1733 femmes âgées de 40 à 50 ans et seulement 1249 hommes sur le même nombre d'époux.

§ VI. Des naissances légitimes.

Nous venons de voir quelles sont les conditions matrimoniales de la Suisse et des différents Etats européens. Voyons maintenant quelle est la fécondité de ces mariages.

Il résulte des travaux statistiques les plus récents que le nombre des enfants issus de chaque mariage oscille pour l'Europe entre 4.78 et 3.30. Ce sont les Etats Sardes qui sont la nation la plus féconde, la France celle qui compte le plus petit nombre d'enfants par mariage.

Entre les deux extrêmes, nous trouvons l'Autriche avec ses 4.59 enfants; les Pays-Bas avec 4,56; la Bavière 4.42; la Prusse 4,40; la Norvège et la Suède 4.38; la Suisse 4.32; l'Angleterre 4.18; la Belgique 4,13; le Holstein 4.12; la Saxe 4.03; le Danemark 3.90; le Hanovre 3.63; la France 3.30.

Comme on le voit, la France est au dernier rang des Etats européens quant à la fécondité des mariages et cette fâcheuse tendance augmente chaque jour d'après les travaux de Mr. Legoyt, chef du Bureau statistique français, qui signale cette diminution croissante du nombre des enfants légitimes, en même temps que le nombre des naissances illégitimes augmente continuellement.

La Suisse se trouve au-dessus de la moyenne de fécondité et partage ce privilège avec plusieurs états européens; mais avant de comparer notre pays avec d'autres, recherchons quelle est la fécondité de chaque Canton.

Au premier rang du grand nombre des enfants par mariage, nous trouvons trois Cantons: le Haut-Unterwald, Lucerne et Uri qui en ont *plus de cinq*. Après eux viennent Fribourg, les Rhôdes intérieures et Argovie qui s'en rapprochent beaucoup. Puis à l'autre extrémité de l'échelle, nous trouvons Zurich, Bâle-Campagne, Zoug, Genève et Berne où le nombre moyen des enfants ne dépasse pas 4.25 et même 4.04 par mariage. Ainsi donc la Suisse présente d'assez grandes différences quant à sa fécondité. Plusieurs Cantons ont un nombre plus considérable d'enfants que les Etats les plus favorisés. Les Etats Sardes, par exemple, n'en comptent que 4.76, tandis que trois Cantons en ont plus de cinq. Mais aucune portion de la Suisse ne descend, quant à sa fécondité, aussi bas que le Danemark, le Hanovre et la France.

Ainsi donc, la Suisse occupe une position élevée quant au nombre moyen des enfants par mariage; elle partage ce privilège avec les Etats Sardes, l'Autriche, les Pays-Bas, la Bavière, la Prusse, la Norvège et la Suède, l'Angleterre et la Belgique.

Il semblerait que les Etats où la fécondité est la plus forte devraient aussi présenter l'accroissement le plus rapide et arriver le plus promptement à la période de doublement. Mais il n'en est point ainsi, car plusieurs des Etats les plus féconds sont au nombre de ceux qui s'accroissent le plus lentement.

C'est ainsi que la Saxe qui est caractérisée par une très-faible fécondité (4.03) voit pourtant sa population doublée en 52 ans. Il en est de même de la Belgique qui avec une fécondité moyenne (4.13) voit sa population s'accroître rapidement. Tandis que l'Angleterre où la fécondité est au-dessus de la moyenne, n'arrive à sa période de doublement qu'après 137 années. Quant à la France, sa faible fécondité correspond à une période de doublement extrêmement lente puisqu'il lui faut 165 ans pour y arriver.

C'est qu'il ne suffit pas pour la prospérité d'un pays qu'il y naisse un grand nombre d'enfants, il faut encore que la maladie ne vienne pas les moissonner dès leur naissance ou pendant les premiers mois de leur courte existence.

L'on observe à cet égard, une très-grande diversité entre les pays européens: tandis que les enfants de 0 à 1 an forment les 36% de la mortalité générale en Saxe et en Bavière; ils n'en constituent que les 26% en Prusse et dans les Etats Sardes; les 23% en Suède, en Angleterre et en Hollande; les 18 ou 19% en Norvège et en Belgique les 17% en France et dans le Hanovre.

Nous trouvons également une très-grande diversité dans la mortalité des enfants de 0 à 1 an dans les différents Cantons de la Suisse; en effet de 29% en Thurgovie et à Zurich, il descend à 26% à Soleure; à 25% à Berne et enfin à 12% à Genève.

Car notre Canton a le privilège de conserver le plus grand nombre possible d'enfants; mais ce n'est pas de prime abord que nous avons atteint cet heureux résultat; car au XVI^{me} siècle, nous en perdions les 25%; au XVII^{me} siècle seulement 23%; au XVIII^{me} siècle 20%; enfin dans les premières années du XIX^{me} siècle, la mortalité descend à 16%, puis à 13% de 1814 à 1833 et enfin à 12% de 1838 à 1855.

Adoptons pour un moment la méthode du Dr. Gisi pour apprécier au point de vue purement économique l'avantage pécuniaire qui résulte de la conservation du plus grand nombre possible d'enfants; et laissant de côté pour un moment toutes les questions d'amour maternel et d'affection de famille, calculons l'énorme perte de capital, amené par la dépense des couches, du nourrissement ainsi que la perte de temps occasionnée à la mère, alors que tout cela se trouve anéanti par la mort de l'enfant et l'on comprendra combien il importe pour la prospérité matérielle d'un pays que la mortalité des enfants soit réduite aux plus faibles proportions.

C'est pour cela que le célèbre Dr. Farr qui s'occupe de la statistique anglaise depuis plus de trente ans a institué une enquête sur la mortalité des enfants dans tous les pays de l'Europe. Les réponses qu'il a obtenues ont déjà jeté une vive lumière sur ce triste sujet et il en est résulté de notables progrès à cet égard.

La presse française s'en est aussi préoccupée et diverses mesures efficaces ont été proposées pour diminuer l'énorme mortalité que l'on observe au milieu des grands centres de population; principalement chez les enfants placés par l'administration dans les départements voisins.

La Suisse n'est point restée en arrière dans ce mouvement humanitaire. Le Dr. Wydler d'Aarau a publié un important mémoire dont nous avons extrait ce qui regarde la mortalité des jeunes enfants dans les différents Cantons, et nous-mêmes avons traité ce sujet dans ce journal en 1867 (T. 2 p. 216) et donné quelques conseils sur l'éducation physique des enfants.

Citons en terminant une idée superstitieuse du peuple le plus calculateur que nous connaissions; les Chinois qui considèrent la mort d'un jeune enfant comme le résultat de la vengeance qu'ils attribuent à un créancier, lequel ne pouvant obtenir le paiement de sa dette, a trouvé ce moyen de ruiner son débiteur en lui enlevant ainsi le fruit de toutes les dépenses occasionnées par l'enfant jusqu'à sa mort. Aussi désignent ils ces enfants morts en bas âge sous le nom d'*enfants créanciers*.

Nous avons donc tout lieu d'être satisfaits de ce que nous comptons peu d'*enfants créanciers* à Genève, puisque notre Canton jouit du privilège de conserver une grande partie de ces capitaux et de ces forces, qui, en d'autres pays, sont anéantis par la mort d'un grand nombre d'enfants en bas âge.

§ VII. Des naissances illégitimes.

Nous n'avons parlé jusqu'ici que des naissances légitimes qui présentent une importance majeure dans les questions économiques; mais il faut bien aborder l'étude des naissances illégitimes; et rechercher les causes de cette plaie des sociétés modernes.

Quant à leur nombre dans les principaux Etats européens, voici quelques chiffres qui nous permettent de connaître l'étendue du mal. Sur cent naissances il y en a 2.09 d'illégitimes dans les Etats Sardes; 4.79 dans les Pays-Bas; 6.67 en Angleterre; 6.71 en Suisse et 8.05 en France. Tandis qu'elles atteignent les proportions de 14.05 en Saxe, de 15.74 dans le Grand-Duché de Bade; de 18.9 dans le Brunswick et de 20.62 en Bavière.

Comme on le voit, le nombre des naissances illégitimes en Suisse place notre pays dans une position intermédiaire entre les extrêmes. Notre pays n'est pas aussi favorisé que les Etats Sardes, mais il est bien loin cependant de l'énorme proportion que l'on observe dans quelques Etats du Nord et du Midi de l'Allemagne.

Au reste, la même divergence que l'on observe entre les différents Etats européens, se retrouve également entre les différents Cantons. Les uns comme Glaris comptent à peine une à deux (1.84) naissances illégitimes sur cent, tandis que d'autres, comme Lucerne, en comptent 13.10

sur cent naissances. Entre ces deux extrêmes, voyons quel est ce que l'on est convenu d'appeler le *coefficient de l'illégitimité* pour les différents Cantons. Il est de 3 à 4 % à Zoug et dans les Rhôdes intérieures et extérieures. Il est de 4 à 5 % dans le Bas-Unterwald, à Neuchâtel, Thurgovie et St. Gall. Trois Cantons: Zurich, Bâle-Campagne et Vaud en ont de 5 à 6 %. Trois en comptent de 7 à 8 %, ce sont: Argovie, Schaffhouse et Berne et enfin trois autres Cantons Fribourg, Genève et Soleure en ont de 8 à 10 %.

En résumé: sur dix-neuf Cantons, il s'en trouve douze où le coefficient de l'illégitimité est au-dessous de la moyenne (6.71 %) et sept où la proportion est plus considérable; un seul Canton, celui de Lucerne, atteignant le double de la moyenne des dix-neuf Cantons. Genève est l'un des sept qui la dépassent; son coefficient étant de 8.59 %.

Avant de rechercher les causes de cette plaie de la société, signalons un autre fait mis au jour par le Dr. Gisi, c'est l'accroissement régulier du nombre des naissances illégitimes dans sept Cantons sur lesquels il a pu obtenir des renseignements exacts.

Pour le Canton de Berne, les documents s'étendent de 1817 à 1864. Ces quarante-sept années, réparties en sept périodes, nous montrent un accroissement régulier dans le coefficient de l'illégitimité. Le point de départ de 1817 à 1820 étant de 4.89 sur cent naissances et le point d'arrivée de 1860 à 1865 étant de 7.65 %. L'augmentation est lente entre 1817 et 1846, plus prompte de 1845 à 1854; mais à peu près stationnaire jusqu'à 1864; les chiffres étant de 7.29, 7.84 et 7.65 et présentent même une faible diminution de 1860 à 1864.

Pour le Canton de Zurich, l'augmentation est moins considérable; entre 1841 et 1845 on a compté 4.21 % de naissances illégitimes et 5.33 % de 1860 à 1864.

Dans le Canton de Vaud, les chiffres sont 2.80 % de 1803 à 1811 et un nombre double 5.73 de 1850 à 1860.

En Thurgovie, même accroissement graduel, les extrêmes étant au début 2.02 % et 4.76 %, c'est-à-dire plus du double dans la dernière période. En Argovie, l'augmentation est également très-rapide; commençant avec 3.77 % et arrivant à 7.38 %. A Neuchâtel, on observe la même marche ascendante de 1.53 à 4.76 %. Enfin dans le Canton de Glaris où les naissances illégitimes sont les moins nombreuses de toute la Suisse, l'on observe également un léger accroissement dans la proportion de 1.27 à 1.84 %.

Ainsi donc, nous devons enregistrer l'augmentation graduelle du coefficient de l'illégitimité comme un fait constant en Suisse, du moins pour les Cantons sur lesquels le Dr. Gisi a pu réunir des documents comparatifs. Mais ne croyons pas que ce fait soit particulier à notre patrie.

Il résulte, en effet, des recherches de Mr. Le Goyt qu'une observation semblable a été faite dans tous les pays européens.

Quelle est la cause de cette marche ascendante de l'illégitimité? Telle est la question que s'est posée Mr. Le Goyt et à laquelle il a répondu de la manière suivante:

Doit-on la chercher uniquement dans une immoralité croissante? Ou doit-on reconnaître dans ce fait l'une des conséquences naturelles de la mobilité imprimée à notre génération par la facilité des communications? La mauvaise conduite est sans doute plus facile chez les jeunes gens éloignés de leurs familles. Or c'est surtout dans les grands centres de population que se commettent les actes répréhensibles qui amènent la naissance d'enfants illégitimes.

L'on sait, en effet, que leur nombre est beaucoup plus considérable dans les villes que dans les campagnes. C'est ainsi que l'on a compté 25.76 % naissances illégitimes dans le département de la Seine, environ 11.42 % dans les autres villes de l'Empire Français et seulement 4.42 % dans les campagnes.

L'ensemble des naissances illégitimes en Autriche est également très-différent suivant qu'on examine l'ensemble du pays ou les capitales et, en particulier, Vienne où près de la moitié des naissances a lieu hors du mariage.

Ainsi donc, le développement des grandes agglomérations urbaines est l'une des causes les plus actives de l'accroissement des naissances illégitimes. Cette même cause, amenant un développement simultané de luxe et de misère, contribue à augmenter les effets de la situation qui a pour auxiliaires la misère et la coquetterie.

Le progrès du régime manufacturier contribue également au même résultat.

Mais les causes essentielles signalées par Mr. Legoyt sont, d'un côté: les obstacles opposés au mariage par les législations restrictives; nous n'avons pas à y revenir en ayant déjà parlé fort au long.

Et la seconde cause qui, pour plusieurs, peut paraître la principale, c'est l'affaiblissement incontestable du sentiment religieux sans distinction de culte. Il est, en effet, hors de doute que si des principes religieux existaient dès l'enfance dans les coeurs de la jeunesse, les séducteurs et les victimes seraient moins nombreux dans nos sociétés modernes.

Nous ne pouvons faire autrement que d'abonder dans le sens du statisticien français et désirer avec lui, que les principes religieux soient placés à la base de l'éducation; que les entraves légales et communales qui s'opposent si souvent au mariage, soient diminuées, sous la pression de l'opinion publique; que le droit d'adopter les enfants naturels fut formellement reconnu par la loi aux parents; enfin il serait à désirer, d'après Mr. Legoyt, que l'on réussit à développer partout la forte réprobation qui existe en Angleterre contre le séducteur et lui ferme les portes de toutes les familles honnêtes.

Telles sont les réflexions d'un des hommes les plus versés dans les questions économiques et qui, en voyant augmenter la plaie de l'illégitimité, a cherché les moyens de la diminuer.

Puissent ces observations consciencieuses jeter quelque lumière sur ce triste sujet et encourager tous les bons citoyens à s'en occuper activement.

Dr. H. C. LOMBARD.

Flächeninhalt der Gemeinden und der Bezirke der Kantone St. Gallen und Zürich.

Von Hrn. J. Siegfried in Hottingen bei Zürich.

St. Gallen.

Der Kanton *St. Gallen* hat 92 politische Gemeinden, die wir nach dem Flächeninhalt¹⁾ unter folgende Gruppen ordnen. Wo eine politische Gemeinde mehrere Kirchgemeinden enthält, sind dieselben bei der betreffenden politischen Gemeinde angegeben worden. Kirchgemeinden zählt übrigens der Kanton: 103 katholische, 45 reformirte; darunter 26 paritätische, d. h. 1 katholische und 1 reformirte Kirchgemeinde in derselben politischen Gemeinde.

¹⁾ Vergleiche für den Flächeninhalt Verhandlungen der St. Gallisch-Appenzellischen gemeinnützigen Gesellschaft 1847 bis 1848, Heft 2, 3.

Unter 1000 Jucharten:

Lichtensteig 407. Rapperswil 443. ²⁾ Rorschach 516. Tübach 536. Rheineck 603. Marbach 718.

1001—1500 Jucharten:

St. Gallen 1040. Berg 1052. ³⁾ Schmerikon 1102. ⁴⁾ Steinach 1232. Goldach 1317. Au 1389. Eichberg 1500.

²⁾ Zur Vergleichung in Beziehung auf die *Dichtigkeit* der Bevölkerung diene die Bemerkung, dass Zürich, die Stadt, 449 Jucharten und (1860) 19800 Einwohner, Rapperswil auf nur wenig kleinerem Raum 2480 Einwohner zählte.

³⁾ Hof Wilen allein 296 Jucharten.

⁴⁾ Bei den betreffenden Gemeinden nur bis an die Ufer des Sees gerechnet, da die Kantonsgrenze (zur Zeit der Messungen) noch nicht festgestellt war.